

Interview de Simonetta Sommaruga

«Cette crise a été un stress test pour le fédéralisme»

Lausanne accueille la présidente de la Confédération pour la cérémonie du 1^{er} Août sur l'esplanade de Montbenon. Une fête nationale qui sera forcément marquée par la pandémie.

Renaud Bournoud

Pourquoi avez-vous choisi Lausanne pour faire votre discours du 1^{er} Août?

Je commence la fête nationale par un hommage à toutes celles et ceux qui se sont engagés durant la crise du coronavirus, les «héros du quotidien», sur la prairie du Grütli. Mais j'avais aussi envie d'aller en Suisse romande et j'aime bien Lausanne. Ce sera la troisième fois cette année que je m'y rends. J'étais déjà venue en janvier pour l'ouverture des Jeux olympiques de la jeunesse. Mais cela me semble très loin déjà, au vu de ce qui s'est passé depuis! Durant la crise sanitaire, j'ai visité les soins intensifs du CHUV, où j'ai été extrêmement impressionnée par l'engagement du personnel.

La Suisse latine a été frappée plus violemment par le virus que la Suisse alémanique. Ce «corona-graben» n'a-t-il pas ralenti la mise en place des mesures sanitaires?

Non, parce qu'au début de la crise, quand les inconnues étaient encore nombreuses, partout en Suisse il y avait ceux qui voulaient aller vite avec des mesures restrictives et ceux qui voulaient plutôt ne rien faire. Moi, depuis le début, j'ai défendu une voie médiane au sein du Conseil fédéral. Il faut faire ce qui est nécessaire pour protéger la santé de la population. Mais la population doit comprendre pourquoi on prend telle ou telle mesure. Je trouve que la Suisse ne s'en est pas trop mal sortie avec cette manière de faire.

On s'apprête à célébrer la Suisse et son fédéralisme alors qu'on sort tout juste de l'état de nécessité qui a donné les pleins pouvoirs au Conseil fédéral. Paradoxal?

C'est vrai que cette crise a été un «stress test» pour notre système fédéral. Lorsque le nombre d'infections a bondi, il a fallu agir sans attendre. Le Conseil fédéral a donc décrété que la Suisse se trouvait en «situation extraordinaire» et a eu recours au droit de nécessité. Après quelques mois, nous savons mieux comment maîtriser l'expansion du virus. Le fédéralisme se révèle alors un excellent outil qui permet aux Cantons de prendre des mesures spécifiques, adaptées à l'évolution de leur situation.

Devant la cacophonie des Cantons, le Conseil fédéral a quand même dû reprendre la main pour imposer les masques dans les transports publics. Comme Donald Trump, vous affirmez désormais que porter le masque est un geste «patriotique»?

Je crois surtout que la Suisse est un pays très pragmatique. Le Conseil fédéral a d'abord recommandé le port du masque dans les transports publics, là où l'on ne peut pas garder les distances né-



Entretien
Simonetta Sommaruga nous a reçus dans son bureau. Au mur, le drapeau suisse a été cousu par l'artiste lausannoise Christine Ispirian avec des tissus provenant des quatre coins du monde. CHANTAL DERVEY

«Il faut faire ce qui est nécessaire pour protéger la santé de la population. Mais la population doit comprendre pourquoi on prend telle ou telle mesure»

cessaires. Mais nous avons constaté que c'était peu clair pour les gens. Alors nous l'avons rendu obligatoire et nous voyons que c'est suivi. Pendant cette crise, il y a eu parfois, dans la population comme au sein du Conseil fédéral, des avis divergents. En tant que présidente, c'est mon rôle de chercher des solutions auxquelles la plus grande partie de la population peut adhérer. Je prends souvent les transports publics et je constate qu'on met ce masque un peu comme on met ses lunettes pour lire. Je crois que cette mesure ne nous complique pas trop la vie.

Fermeture des frontières, appel à une économie de proximité, voire autosuffisante, finalement ce virus ne nous a-t-il pas renvoyés à nos fondamentaux patriotiques? Ou le patriotisme signifie autre chose pour vous?
J'ai plutôt observé et vécu une vague de solidarité dans notre

pays. Il y a des gens qui sont allés faire les courses pour les personnes âgées qui ne pouvaient plus sortir de chez elles. La crise a montré à quel point les relations avec nos voisins de quartier, mais aussi avec les pays voisins, sont importantes. En mars, du matériel de protection que nous avions commandé s'est retrouvé bloqué dans un pays européen. J'ai donc appelé Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et le ministre de l'Économie Guy Parmelin a contacté son homologue allemand. Nous avons ainsi trouvé une solution pour débloquer la marchandise. Avoir de bonnes relations avec nos voisins se révèle très utile en temps de crise.

L'État a pris un rôle prépondérant avec la crise, est-ce un tournant?

En Suisse, les autorités ont toujours été proches de la population. Cela a été encore plus vrai ces derniers mois. Avec la crise,

nous avons aussi constaté que nous avons un bon filet social. L'assurance chômage, en particulier le chômage partiel, a permis à beaucoup de gens de garder leur travail. Les crédits Covid ont amené rapidement des liquidités aux PME. Il faut aussi souligner que nous avons toujours eu de l'électricité. Les trains ont circulé pendant toute la crise. Les déchets ont été collectés. Nos infrastructures sont fiables. Cette crise a montré combien il est important que l'État investisse dans les infrastructures.

Vu depuis notre État fédéral, que vous inspire le plan de relance à 750 milliards d'euros de l'Union européenne?

Je rappelle que la Suisse a mis à disposition à peu près 60 milliards de francs pour aider l'économie. Même si tout l'argent n'a pas été utilisé, nous avons vraiment soutenu nos entreprises et l'emploi. Maintenant, il est vrai que nous allons aussi profiter du plan de relance européen.

L'Union européenne est notre partenaire économique principal. Nous avons donc tout intérêt à ce que son économie reparte rapidement. En plus, l'UE prévoit des investissements pour le climat et l'environnement, dans le cadre de l'European Green Deal. Chez nous aussi, il faut investir dans des technologies et des emplois du futur. Le Conseil fédéral a déjà mené une séance spéciale avant l'été avec des experts pour identifier les secteurs où investir à moyen et long terme. Il faut continuer les réflexions, parce que notre économie aura besoin de perspectives à long terme.

«Chez nous aussi, il faut investir dans des technologies et des emplois du futur. Le Conseil fédéral a déjà mené une séance spéciale avant l'été avec des experts pour identifier les secteurs où investir à moyen et long terme»

Avec sa santé financière, la Suisse est probablement l'un des pays les mieux dotés pour affronter cette crise. Mais pour l'instant, on constate surtout qu'elle provoque une augmentation des inégalités au sein de la population. En tant que femme de gauche, estimez-vous que l'État en fait assez?

Cette crise a fait apparaître des inégalités dont certains n'étaient peut-être même pas conscients. Nous avons vu que des professions ont été applaudies. Je pense au personnel soignant dans les hôpitaux et les EMS, mais aussi à la vente. J'ai toujours dit que les applaudissements, c'est bien, mais on n'en vit pas. Ces professions, souvent exercées par des femmes, impliquent des responsabilités qui ne correspondent pas aux salaires. Il faut réfléchir à les revaloriser. Le Conseil fédéral veut aussi venir en aide aux ménages, notamment pour faire face aux coûts de la santé.

La boulangerie depuis laquelle vous avez fait votre allocution du Nouvel-An a-t-elle survécu à la crise?

Oui, elle a survécu. En faisant la queue le samedi pour acheter mon pain, vu que l'accès à la boulangerie est restreint à deux personnes, j'ai eu des retours directs sur les décisions du Conseil fédéral. Nous avons reçu énormément de soutien de la population, mais aussi des critiques...